



Extrait du Sundep-Solidaires Paris

<http://sundep-paris.org/spip.php?article685>

Soutien aux expulsé-e-s et aux lycéen-ne-s mobilisé-e-s !

- Mobilisations en Île de France



Date de mise en ligne : lundi 21 octobre 2013

Description :

Aujourd'hui [17 octobre] à Paris, comme à Grenoble, Avignon, Angers, etc., plusieurs milliers de lycéen-ne-s ont manifesté pour protester contre l'expulsion de deux de leur camarades : Leonarda Dibrani, collégienne de 15 ans expulsée le 9 octobre et dont l'arrestation devant son lycée a provoqué le remue-ménage médiatique et le « bien-pensant » des derniers jours ; et Khatchik Kachatryan jeune lycéen, élève du lycée Camille Jenatzy (Paris 18e) qui a été expulsé vers l'Arménie le samedi 12 octobre pour « défaut de titre de séjour ».

Copyright © Sundep-Solidaires Paris - Tous droits réservés

Aujourd'hui [17 octobre] à Paris, comme à Grenoble, Avignon, Angers, etc., plusieurs milliers de lycéen-ne-s ont manifesté pour protester contre l'expulsion de deux de leur camarades : Leonarda Dibrani, collégienne de 15 ans expulsée le 9 octobre et dont l'arrestation devant son lycée a provoqué le remue-ménage médiatique et Â« bien-pensant Â» des derniers jours ; et Khatchik Kachatryan jeune lycéen, élève du lycée Camille Jenatzy (Paris 18e) qui a été expulsé vers l'Arménie le samedi 12 octobre pour Â« défaut de titre de séjour Â».

Une vingtaine de lycées étaient bloqués aujourd'hui, et les lycéen-ne-s appellent au blocage de tous les lycées demain matin et à plusieurs rassemblements et manifestations partout dans le pays.

Depuis plusieurs jours les politiques s'échauffent sur le fait que la jeune collégienne a été arrêtée à la sortie des classes, insistant sur la Â« sanctuarité de l'école Â» et protestent à propos des conditions de l'arrestation. Mais étrangement, personne ne s'insurge du fait même qu'elle puisse être expulsée alors qu'elle est scolarisée en France depuis 5 ans. **Le problème ne se situe pas au niveau des conditions de l'expulsion mais bien à celui de la politique d'immigration de Manuel Valls**, ministre de l'intérieur. Depuis son accession à ce poste, celui-ci, en droite ligne du précédent gouvernement, expulse les sans-papiers et les camps de Roms dans la plus grande indifférence politicienne et dans un climat nauséabond d'islamophobie, de stigmatisation des immigré-e-s et des populations Roms. **C'est cela qu'il faut dénoncer, et les lycéen-ne-s l'ont bien compris puisqu'ils/elles arboraient aujourd'hui de nombreuses pancartes « Valls démission », « Non aux expulsions ».**

Symboliquement, c'est également un 17 octobre qu'en 1961 les Algériens à Paris se révoltaient contre le racisme d'État, en rompant le couvre feu à l'encontre des Nords-Africains présents en métropole. Aujourd'hui, si on ne noie plus les Â« étrangers Â» dans la Seine, l'État expulse à tour de bras, renvoyant les immigrés vers des situations qui les mettent en danger, tandis que l'Europe se ferme de plus en plus, laissant des centaines de réfugiés se noyer en Méditerranée.

Ces politiques gouvernementales se répercutent aujourd'hui à tous les niveaux de la société, attaquant les acquis sociaux et encourageant la propagation des idées d'extrême-droite. **Dans les lycées comme dans les facs il nous faut lutter contre les réformes libérales et la sélection !**

L'éducation, de la maternelle à l'enseignement supérieur, se doit d'être ouverte à tou-te-s, sans conditions et sans distinction d'origines et de « citoyenneté ». **Il est inadmissible que des élèves et des étudiant-e-s ne puissent s'inscrire pour « défaut de titre de séjour » !**

Nous, Solidaires Étudiant-e-s, soutenons pleinement la mobilisation lycéenne, l'appelons à s'auto-organiser, et demandons :

- Le retour immédiat de Leonarda et Katchik ;
- La délivrance automatique de papiers pour tou-te-s les personnes inscrites dans l'enseignement français ;
- L'arrêt des expulsions, l'ouverture des frontières et la régularisation de tou-te-s les sans-papiers ;
- Le retrait du décret interdisant aux Â« étranger-e-s Â» (hors UE) de passer les concours de l'enseignement privé ;
- Une éducation publique, gratuite, émancipatrice et critique, ouverte à tou-te-s.